



# ÉVALUATION ESG SOLLICITÉE

---

LES MOUSQUETAIRES

Rapport final 2026

# A. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

Engagé dans une démarche d'amélioration continue en matière de responsabilité sociétale, Le Groupement Les Mousquetaires a choisi de se faire évaluer par une agence extra-financière indépendante, afin de mesurer ses progrès, mobiliser ses équipes et identifier de nouveaux axes d'amélioration. L'objectif de cette évaluation est d'apprécier la maturité du Groupe en matière de politiques et de gestion du développement durable, ainsi que sa contribution concrète à ces enjeux au travers de son modèle d'entreprise.

L'évaluation ESG 2026 des Mousquetaires, conduite entre novembre 2025 et février 2026, repose sur les politiques et actions en vigueur au premier trimestre 2026 ainsi que sur les indicateurs consolidés disponibles sur les exercices 2023, 2024 et 2025.

**Entité évaluée :** Groupement Les Mousquetaires

- Groupe de distribution européen majeur (Intermarché, Netto, Bricorama, etc.) – environ 1 500 points de vente
- Sites de production industrielle et plates-formes logistiques assurant l'autonomie d'approvisionnement
- Historiquement et principalement implanté en France, mais en aussi au Portugal, en Pologne et en Belgique
- Chiffre d'affaires (activités amont) : 43 Mds € en 2024
- 27 000 employés.

**Périmètre de l'évaluation :** toutes les activités amont uniquement (excluant donc les points de vente), contrôlées directement ou indirectement par le Groupement Les Mousquetaires, à savoir :

- AgroMousquetaires (branche agroalimentaire intégrée du Groupement, unités de production produisant une grande partie des marques de distributeur d'Intermarché et Netto, 56 unités de production)
- ITM LAI (bases logistiques assurant l'approvisionnement d'Intermarché et Netto en produits alimentaires, 32 sites)
- ITM LEMI (logistique des produits non alimentaires - bricolage, équipement maison, etc.- pour les différentes enseignes du Groupement, 4 sites)
- BOFILL (1 site)
- Siège (management et fonctions support, 2 sites)
- STIME (filiale informatique du Groupement, responsable des infrastructures et des solutions numériques).

**Date de l'évaluation :** 24.02.2026

#### Top 4 des enjeux ESG du secteur :

Les enjeux ESG présentés ci-dessous résultent de l'analyse de double matérialité réalisée par Ethifinance sur les secteurs les plus représentatifs des activités du Groupement. Néanmoins, ils ne représentant pas une liste exhaustive de l'ensemble des enjeux matériels du secteur.

##### Gestion des relations avec les fournisseurs



La gestion des relations fournisseurs constitue un enjeu stratégique pour Les Mousquetaires, compte tenu de la diversité et de la criticité des filières agricoles, industrielles et logistiques sur lesquelles repose l'approvisionnement. La sélection, l'évaluation et l'accompagnement des fournisseurs – via des critères de conformité, de qualité, d'hygiène, de sécurité et d'ESG – sont essentiels pour sécuriser les approvisionnements et garantir la performance industrielle. Les dispositifs de contractualisation, d'audits et de suivi, associés à des mécanismes de gouvernance dédiés, structurent la maîtrise des risques liés aux matières premières sensibles, aux emballages ou aux prestataires logistiques. L'intégration progressive de pratiques de collaboration, de plans de progrès et de codes de conduite contribue à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, tout en répondant aux attentes réglementaires croissantes sur les achats responsables.

##### Atténuation du changement climatique



La décarbonation des activités constitue un enjeu central pour Les Mousquetaires, largement dominé par les émissions du scope 3, particulièrement prégnantes dans des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires et logistiques complexes. Les impacts climatiques proviennent majoritairement des matières premières achetées, dont la production agricole et les emballages concentrent une part substantielle des émissions, mais également du transport des biens, fortement dépendant des distances parcourues et des modes utilisés. La gestion des déchets, liée aux activités industrielles et logistiques, renforce cet enjeu sur l'ensemble du cycle de vie des produits. Si l'intégration industrielle et logistique constitue un levier d'optimisation, elle expose le Groupement à des risques financiers significatifs en cas de hausse des coûts énergétiques ou de durcissement réglementaire, rendant la trajectoire de décarbonation un impératif stratégique de court, moyen et long terme.

##### Consommation de ressources, économie circulaire, et gestion des déchets



La consommation de ressources et la gestion des déchets sont intimement liées aux spécificités de l'industrie agroalimentaire et de la logistique. Les sites de production mobilisent des volumes importants de matières premières, d'eau, d'énergie et d'emballages, tandis que les plateformes logistiques génèrent des flux continus de déchets organiques, cartons, plastiques et co-produits. L'intégration de pratiques d'économie circulaire – réduction des pertes, tri, recyclage, valorisation des biodéchets, amélioration de la recyclabilité des emballages – devient essentielle pour maîtriser les coûts et répondre au cadre réglementaire renforcé (loi AGEC, directives européennes). La traçabilité des flux, notamment pour les déchets alimentaires ou dangereux, demeure un impératif opérationnel majeur. La dépendance aux matériaux critiques et la massification des déchets dans ces activités exigent des investissements soutenus, notamment pour moderniser les outils, renforcer la circularité et adapter les infrastructures, un défi qui continuera de peser sur les équilibres financiers du Groupe.

##### Travailleurs dans la chaîne de valeur et droits humains



Les conditions de travail et le respect des droits humains dans la chaîne de valeur amont représentent un enjeu matériel pour le Groupement, en raison de la forte dépendance aux filières agricoles, logistiques et industrielles, où le recours à des travailleurs non permanents, saisonniers ou migrants peut accroître les risques sociaux. L'évaluation des pratiques des fournisseurs en matière de santé, sécurité, rémunération, horaires, non-discrimination ou liberté syndicale devient un impératif pour limiter l'exposition aux violations des droits humains. Au-delà du respect des cadres légaux et des engagements sectoriels, la mise en place de mécanismes de réclamation, d'audits sociaux et de plans correctifs constitue un levier essentiel pour assurer une vigilance effective. Cet enjeu implique également une capacité à prévenir les risques liés au travail forcé ou des mineurs, à protéger les populations vulnérables et à remédier aux incidents identifiés, dans une logique d'amélioration continue et de responsabilisation des partenaires de la chaîne de valeur.

# B. RÉSUMÉ MÉTHODOLOGIQUE

## Référentiel d'évaluation

En 2025, EthiFinance a fait évoluer sa méthodologie d'évaluation ESG sollicitée (*Solicited Sustainability Ratings*), dans un objectif de convergence européenne, de conformité avec la future réglementation applicable aux agences extra-financières, mais aussi d'une meilleure prise en compte des spécificités sectorielles.

## Matérialité sectorielle

Le Groupement Les Mousquetaires est rattaché aux secteurs *Distribution, Immobilier, Transport & Logistique* et *Alimentation, agriculture & élevage*. Pour chacune des 16 thématiques ESG qui composent le référentiel d'évaluation, un niveau de matérialité a été défini. Les pondérations de chaque pilier et thématique du référentiel d'évaluation *Solicited Sustainability Ratings* EthiFinance sont basées sur des analyses de double matérialité réalisées sur 37 secteurs d'activité.

## Sources utilisées

Afin de couvrir l'ensemble du référentiel d'évaluation, deux types de sources d'information sont utilisées :

- Une base documentaire, constituée de documents publiquement disponibles et de documents non publics demandés par EthiFinance à l'entité évaluée
- Des entretiens ciblés avec des cadres référents portant sur chacun des 4 piliers.

Pour davantage de détails sur la méthodologie *Solicited Sustainability Ratings* appliquée par EthiFinance (modèle de notation, matérialité des thématiques ESG évaluées, processus d'évaluation, sources d'information utilisées, etc.), voir les explications présentées en Annexe de ce rapport.

# C. SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION

**6,3/10**

(6,2 + bonus 0,4 - malus 0,3)

LIMITÉ

MODÉRÉ

AVANCÉ

EXCELLENT

EXCEPTIONNEL

2026

## NIVEAU DE MATURITÉ GLOBAL

Le Groupement Les Mousquetaires affiche un **niveau de maturité** qualifié d'**Avancé** et une **notation globale de 6,3/10**. Les piliers qui affichent les meilleures performances sont ceux de la gouvernance (6,9/10) et des parties prenantes externes (7,2/10).

## 2026 DÉTAIL DES SCORES PAR THÈME :

THÈME	SCORE 2026	MATURITÉ	PRINCIPALES CONCLUSIONS
<b>GOVERNANCE</b>	<b>6,9</b>	<i>Avancé</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une gouvernance stable, mais un manque d'administrateurs indépendants et d'expertise ESG des membres</li> <li>Une structuration croissante de la démarche RSE</li> <li>Un cadre éthique solide</li> <li>Un suivi RSE des fournisseurs avancé sur certaines filières.</li> </ul>
<b>SOCIAL</b>	<b>6,3</b>	<i>Avancé</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des conditions de travail qui tiennent compte de l'équilibre vie professionnelle/personnelle et du développement continu des compétences des collaborateurs</li> <li>Un dialogue social constructif et de nombreux accords structurants</li> <li>Les sujets de diversité et d'inclusion encore trop peu formalisés</li> <li>Un système santé sécurité propre à chaque filiale.</li> </ul>
<b>ENVIRONNEMENT</b>	<b>4,5</b>	<i>Modéré</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une stratégie climat ambitieuse et une couverture étendue de la certification ISO 50001</li> <li>Un reporting GES encore incomplet</li> <li>Absence d'indicateurs consolidés, de reporting et d'objectifs quantitatifs sur les pollutions, les déchets, l'eau ou la biodiversité.</li> </ul>
<b>PARTIES PRENANTES EXTERNES</b>	<b>7,2</b>	<i>Avancé</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un dispositif très avancé de protection des travailleurs dans la chaîne de valeur</li> <li>Des initiatives locales et une contribution forte dans le domaine caritatif, mais une absence de mesure d'impact sociétal</li> <li>Une démarche client avancée, mais absence d'enquêtes publiées et de reporting sur les rappels produits.</li> </ul>

Les notes par thème n'incluent pas les bonus et les pénalités. Le cas échéant, les bonus et les pénalités sont inclus dans la note globale.

### Impacts des produits et services

La contribution positive des activités des Mousquetaires a été évaluée au prisme de 8 indicateurs représentatifs des objectifs de durabilité (ODD) de l'ONU : 2 indicateurs appliqués à l'activité de distribution, déclinant l'ODD 12 *Consommation et Production Responsables* et portant sur la recyclabilité des emballages et la gestion des pertes alimentaires ; 3 indicateurs appliqués aux activités immobilières et logistiques, déclinant l'ODD 9 *Industrie, Innovation et Infrastructure* et l'ODD 11 *Villes et Communautés Durables*, et portant sur les certifications environnementales des bâtiments, leur intensité énergétique et les actions de mutualisation/optimisation logistique ; 3 indicateurs appliqués à l'activité de production alimentaire, déclinant l'ODD 2 *Faim Zéro*, et portant sur l'achat local, le développement du bio et les certifications qualité des produits. L'agrégation de ces scores aboutit à un bonus global de **+0,4 point**, reflétant une contribution positive mais contrastée selon les métiers.

**+0.4 pt**

### Analyse de controverses

En janvier 2025, la Cour de Cassation a confirmé la condamnation définitive d'Intermarché et Casino à 4 millions d'EUR d'amende pour pratiques restrictives de concurrence menées via leur ancienne centrale d'achats commune (INCAA). Les autorités ont établi qu'en 2015, la centrale avait exigé de certains fournisseurs des investissements additionnels sans contrepartie réelle, sous la menace de déréférencer leurs produits, créant un déséquilibre significatif dans la relation commerciale. Si d'autres controverses ciblant le Groupement Les Mousquetaires ont été identifiées sur d'autres sujets (RH notamment) sur les trois dernières années, seule celle susmentionnée est évaluée comme significative, ce qui aboutit à une pénalité de **-0,3 point**<sup>1</sup>.

**-0.3 pt**

<sup>1</sup> cf. méthodologie Ethifinance d'analyse des controverses

# D. ÉVALUATION PAR PILIER

## 1. GOUVERNANCE

### GOUVERNANCE - SCORE GLOBAL

6,9 / 10

LIMITÉ

MODÉRÉ

AVANCÉ

EXCELLENT

EXCEPTIONNEL

Le niveau de maturité du pilier Gouvernance est évalué au niveau *Avancé* (score 6,9/10),

Le Groupement Les Mousquetaires présente une gouvernance structurée, dotée d'une direction RSE dédiée et d'un dispositif de conformité et de cybersécurité particulièrement robustes. Néanmoins, plusieurs axes de progrès persistent, notamment sur l'indépendance et la diversité des instances de gouvernance, la sensibilisation des collaborateurs à la sécurité numérique, ainsi que l'extension et la consolidation du suivi RSE des fournisseurs.

- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Gouvernance et culture d'entreprise,  
Le Groupement présente une gouvernance stable, fondée sur la séparation des pouvoirs de supervision et d'exécution. Il dispose d'une direction RSE dédiée, avec une feuille de route structurée et des objectifs environnementaux définis. Toutefois, des axes de progrès demeurent : l'absence d'administrateurs indépendants, la féminisation des instances de gouvernance, l'absence de représentants des salariés au Conseil, ou encore l'audit du reporting extra-financier.
- **Niveau de maturité *Excellent*** sur Conduite des affaires,  
Les Mousquetaires témoignent d'un dispositif structuré de conformité. Un système d'alerte interne robuste encadre la démarche. Des axes de progrès subsistent toutefois sur la communication du dispositif aux tiers.
- **Niveau de maturité *Excellent*** sur Sécurité numérique,  
Le Groupement affiche une organisation structurée en matière de sécurité numérique, avec des déclinaisons au sein des filiales. Un plan de continuité et de reprise d'infrastructure numérique est en place, complété par des audits de sécurité et des dispositifs de prévention renforcés. La sensibilisation des collaborateurs reste néanmoins un axe de progrès.
- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Gestion des relations avec les fournisseurs,  
Les Mousquetaires appliquent des principes d'achats responsables et des critères ESG sont intégrés, notamment sur le périmètre AgroMousquetaires. Des audits fournisseurs sont effectués sur certaines filières ou pays identifiés comme étant à risques.

### GOUVERNANCE – DÉTAIL DES SCORES PAR THÉMATIQUE

Thématiques	Note 2026	Niveau de maturité
GOUV1 – Gouvernance et culture d'entreprise	5,2	<i>Avancé</i>
GOUV2 – Conduite des affaires	8,2	<i>Excellent</i>
GOUV3 – Sécurité numérique	7,5	<i>Excellent</i>
GOUV4 – Gestion des relations avec les fournisseurs	6,8	<i>Avancé</i>
<b>GOUVERNANCE – NOTE GLOBALE</b>	<b>6,9</b>	<i>Avancé</i>

# 1.1 GOUV1 – Gouvernance et culture d’entreprise



## Niveau de maturité **Avancé** sur Gouvernance et culture d’entreprise,

Le Groupement présente une gouvernance stable, fondée sur la séparation des pouvoirs de supervision et d’exécution. Il dispose d’une direction RSE dédiée, avec une feuille de route structurée et des objectifs environnementaux définis. Toutefois, des axes de progrès demeurent : l’absence d’administrateurs indépendants, la féminisation des instances de gouvernance, l’absence de représentants des salariés au Conseil, ou encore l’audit du reporting extra-financier.

### Analyses :

Points forts	Axes d’amélioration
<p><b>Séparation des fonctions de supervision et d’exécution :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le modèle de gouvernance, propre au commerce associé, <b>ne prévoit pas de Directeur Général unique</b> : l’exécution opérationnelle est assurée collectivement par les adhérents au travers d’organes et mandats dédiés.</li> <li>Cette organisation soutient l’indépendance des fonctions de contrôle et limite la concentration des pouvoirs, en ligne avec les bonnes pratiques de gouvernance.</li> </ul> <p><b>Composition cohérente du Conseil d’Administration au regard de l’organisation du Groupement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le nombre actuel de membres du Conseil (12) dépasse celui habituellement recommandé comme bonne pratique (4 à 10 membres) pour faciliter la prise de décision collégiale</li> <li>Néanmoins <b>le format élargi</b> (un administrateur par région en France, un administrateur par pays étranger, ainsi que le président) <b>se justifie</b> pour tendre vers une représentation alignée avec l’organisation du Groupement.</li> </ul> <p><b>Un comité RSE existe et est rattaché au conseil de la SLM :</b> Commission RSE soutenue par deux sponsors de haut niveau (SLM et président de la DQRSE), avec pour mission principale de mener une réflexion prospective sur les enjeux RSE à horizon 5-10 ans.</p> <p><b>La gouvernance des risques s’appuie sur une Direction de l’Audit rattachée au Conseil d’Administration de SLM.</b> Composée d’auditeurs externes et d’un Directeur dédié, assurant une expertise indépendante en l’absence de comité d’audit formel.</p> <p><b>Existence de mécanismes de rémunération à long-terme des dirigeants exécutifs.</b></p> <p><b>Présentation régulière de la stratégie RSE au Conseil :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Au moins une fois par an via une commission dédiée</li> <li>Les sujets ESG sont également infusés au sein des différentes filiales.</li> </ul> <p><b>Fonction RSE structurée au niveau exécutif :</b> une Direction Qualité &amp; RSE dédiée, dont le Directeur est membre du Comité Exécutif.</p> <p><b>Stratégie RSE formalisée et publiée,</b> contenant des objectifs sur certains sujets, notamment l’environnement.</p> <p><b>Analyse de double matérialité réalisée</b> avec l’implication des parties prenantes externes. Les enjeux ESG matériels sont communiqués publiquement.</p> <p><b>Cartographie des risques ESG réalisée en 2024</b> par un cabinet externe. Si la cartographie globale des risques, datant de 2022, n’intègre pas encore les enjeux ESG, une mise à jour est prévue prochainement.</p>	<p><b>Transparence limitée sur la composition du Conseil d’Administration :</b> les noms et profils des administrateurs ne sont pas publiés.</p> <p><b>Pas de parité au Conseil :</b> une seule femme était administratrice en 2025 (sur 12 membres).</p> <p><b>Absence d’administrateurs indépendants :</b> les membres du Conseil sont uniquement des adhérents.</p> <p><b>Pas de représentants des salariés au Conseil.</b></p> <p><b>Absence de processus d’évaluation (interne/ externe) du Conseil.</b></p> <p><b>Des compétences ESG pas formellement attendues dans les fiches de poste des dirigeants.</b></p> <p><b>Rémunération long-terme des dirigeants n’intégrant pas de critères RSE.</b></p> <p><b>Rémunération du DG non publiée :</b> ce qui limite la transparence vis-à-vis des parties prenantes.</p> <p><b>Le reporting RSE ne fait pas l’objet d’un audit externe.</b></p>

## 1.2 GOUV2 – Conduite des affaires



### Niveau de maturité *Excellent* sur Conduite des affaires,

Les Mousquetaires témoignent d'un dispositif structuré de conformité. Un système d'alerte interne robuste encadre la démarche. Des axes de progrès subsistent toutefois sur la communication du dispositif aux tiers.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p>La conformité est portée par un Directeur dédié au niveau Groupe, membre du Comité Exécutif.</p> <p><b>Un Code de Conduite formalisé et complet :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Applicable à tous les collaborateurs, mandataires et adhérents</li><li>▪ Couvrant notamment la corruption, la fraude, la concurrence, les conflits d'intérêts, le blanchiment d'argent et le droit à la concurrence</li><li>▪ Offrant ainsi un cadre clair pour prévenir les comportements non éthiques.</li></ul> <p><b>Cartographie des risques formalisée en 2022</b>, et mise à jour prévue prochainement.</p> <p><b>Politique en matière de cadeaux/invitations</b> intégrée au Code, avec des règles explicites.</p> <p><b>Dispositif d'alerte documenté</b> dans le Code de Conduite :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Confidentiel</li><li>▪ Ouvert aux partenaires</li><li>▪ Acceptant les signalements anonymes.</li></ul> <p><b>Transparence sur les dépenses en matière de lobbying :</b> dépenses déclarées sur le registre public <i>HATVP</i>.</p>	<p><b>Couverture limitée des formations dispensées en matière de conformité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Le taux de formation reste faible (notamment 5,66 % en audit/contrôle interne)</li><li>▪ Aucune donnée précise n'est disponible sur la formation des populations les plus exposées aux risques.</li></ul> <p><b>Pas d'information qualitative ou quantitative publiée sur les incidents liés à la corruption ou aux manquements éthiques</b>, ce qui limite la transparence et empêche d'évaluer l'efficacité réelle du dispositif de conformité.</p>

## 1.3 GOUV3 – Sécurité numérique



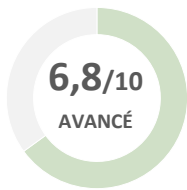
### Niveau de maturité *Excellent* sur Sécurité numérique.

Le Groupement affiche une organisation structurée en matière de sécurité numérique, avec des déclinaisons au sein des filiales. Un plan de continuité et de reprise d'infrastructure numérique est en place, complété par des audits de sécurité et des dispositifs de prévention renforcés. La sensibilisation des collaborateurs reste néanmoins un axe de progrès.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Gouvernance définie en matière de cybersécurité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Direction de la sécurité dédiée</li><li>▪ Et déclinaison opérationnelle dans les filiales, assurant responsabilité et coordination des dispositifs.</li></ul> <p><b>Existence d'une politique formalisée dédiée à la protection des données personnelles.</b></p> <p><b>Des tests d'intrusion menés sur une base régulière</b>, renforçant la détection des vulnérabilités et la capacité de remédiation.</p> <p><b>Des plans de continuité formalisés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Validés par la Direction Générale</li><li>▪ Couvrant les systèmes critiques</li><li>▪ Testés régulièrement et mis à jour au moins tous les deux ans.</li></ul> <p><b>Les risques liés à la cybersécurité sont intégrés à la cartographie des risques opérationnels.</b></p> <p><b>Publication d'un reporting cybersécurité :</b> un reporting quantitatif sur les incidents, permettant un suivi consolidé des événements et de leur évolution.</p> <p><b>Existence de processus et modèles de communication pour informer des incidents cybersécurité</b> en interne (points de vente, filiales) et en externe (partenaires, contacts RSSI/DPO), et ainsi améliorer la transparence et la gestion de crise.</p>	<p><b>Absence de certification du Système d'Information :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Le Groupement s'appuie néanmoins sur les référentiels <i>NIST</i> et les points de contrôle <i>ISO 27002</i>.</li></ul> <p><b>Couverture insuffisante des formations cybersécurité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Des campagnes de phishing organisées mensuellement</li><li>▪ Mais le sujet cybersécurité n'est pas intégré au plan de formation des collaborateurs.</li></ul>

## 1.4 GOUV4 – Gestion des relations avec les fournisseurs



### Niveau de maturité *Avancé* sur Gestion des relations avec les fournisseurs

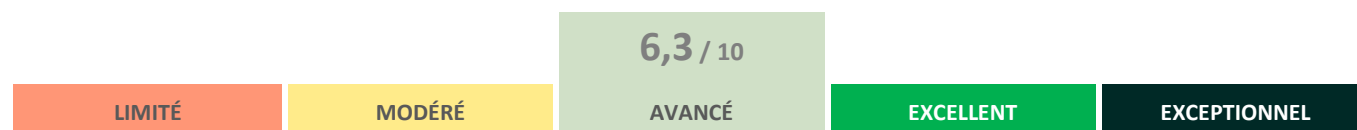
Les Mousquetaires appliquent des principes d'achats responsables et des critères ESG sont intégrés, notamment sur le périmètre AgroMousquetaires. Des audits fournisseurs sont effectués sur certaines filières ou pays identifiés comme étant à risques.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Politique d'achats responsables couvrant des critères environnementaux, sociaux et relatifs aux droits humains :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ces trois dimensions sont intégrées dans la politique Achats, avec des critères différenciés selon les filières et un scoring pays via un outil <i>AFNOR</i></li> <li>Contrôle renforcé du sourcing selon les zones à risque, incluant une évaluation RSE obligatoire (prioritairement via <i>EcoVadis</i>).</li> </ul> <p><b>Des audits sociaux menés sur une base régulière :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Selon le dispositif de contrôle <i>AMFORI BSCI</i> pour les pays sensibles, avec des exigences de conformité et l'interdiction d'achats dans certains pays à très haut risque (sauf dérogation exceptionnelle)</li> <li>Les audits incluent les sujets de conditions de travail, de rémunération équitable et de liberté d'association au sein des fournisseurs.</li> <li>Les fournisseurs en particulier ceux liés aux MDD, font systématiquement l'objet d'audits portant sur la qualité des produits et la sécurité alimentaire.</li> </ul> <p><b>Code de conduite fournisseurs largement diffusé :</b> tous les fournisseurs (MDD et marques nationales) reçoivent à minima la Charte Achats Responsables, complétée par des chartes sectorielles (déforestation, ressources marines, aquaculture).</p> <p><b>Mesures ESG mises en œuvre dans la chaîne d'approvisionnement.</b> Des dispositifs concrets existent pour réduire les risques, notamment via le Plan de Vigilance.</p> <p><b>Analyse réalisée de la dépendance économique des fournisseurs,</b> afin de limiter les risques de dépendance excessive et favorisant des relations commerciales.</p> <p><b>Accompagnement ESG des fournisseurs :</b> des programmes de formation, d'amélioration et de remédiation sont proposés aux usines, y compris dans leur langue locale.</p>	<p>Les niveaux d'information en matière de traçabilité varient selon les filières d'approvisionnement.</p> <p>La proportion de contrats incluant des clauses ESG reste difficile à estimer.</p> <p>Pas d'objectifs chiffrés ou de stratégie structurée sur le sujet de la rémunération équitable des agriculteurs. Aussi, la part de matières premières certifiées pour une rémunération équitable est inférieure à 10 %.</p>

## 2. SOCIAL

### SOCIAL - SCORE GLOBAL



#### Le niveau de maturité du pilier SOCIAL est évalué au niveau *Avancé* (score 6,3/10),

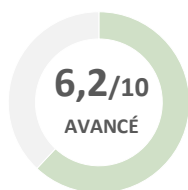
Le Groupement présente un niveau de maturité RH avancé, avec des pratiques solides en matière de conditions de travail, de formation et de santé-sécurité, soutenues par un dialogue social actif et des dispositifs structurés au sein des métiers. Toutefois, plusieurs progrès restent attendus, notamment une harmonisation stratégique des parcours de formation, un engagement renforcé en matière de diversité - en particulier sur la représentation des femmes.

- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Conditions de travail et dialogue social,  
Dans un contexte d'hétérogénéité du corps social, Les Mousquetaires s'efforcent de proposer des conditions de travail respectueuses de ses collaborateurs, en cohérence avec leurs attentes principales et favorables à un équilibre entre vie professionnelle et personnelle. Le dialogue social joue un rôle actif dans la définition des orientations internes, bien que certains engagements structurants restent à définir.
- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Formation et développement des compétences,  
Le Groupement présente une dynamique réelle et structurée en matière de formation, illustrée par un taux d'accès élevé, un volume d'heures conséquent, et une progression continue des entretiens annuels. Toutefois, le dispositif manque encore de structuration stratégique et d'harmonisation au niveau Groupe pour atteindre les meilleurs standards.
- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Diversité et inclusion,  
Le Groupement témoigne de bases solides en matière de diversité et d'inclusion, avec des engagements formalisés contre les discriminations, des accords d'égalité professionnelle et des actions de sensibilisation. La représentation des femmes managers est cohérente avec leur part dans les effectifs, et l'écart salarial reste inférieur aux moyennes nationale et européenne. L'inclusion du handicap constitue un atout majeur, soutenue par un accord collectif et des partenariats dédiés. Néanmoins, des progrès restent attendus pour renforcer la présence féminine dans les postes clés et homogénéiser les actions entre filiales.
- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Santé et sécurité,  
Les Mousquetaires témoignent d'un dispositif système de management santé - sécurité structuré, fondé sur une analyse des risques par métier, des actions de prévention de l'usure professionnelle et un programme récurrent de communication et de formation, suivi d'indicateurs.

### SOCIAL - DÉTAIL DES SCORES PAR THÉMATIQUE

Thématiques	Note 2026	Niveau de maturité
SOC1 – Conditions de travail et dialogue social	6,2	<i>Avancé</i>
SOC2 – Formation et développement des compétences	5,0	<i>Avancé</i>
SOC3 – Diversité et inclusion	6,7	<i>Avancé</i>
SOC4 – Santé et sécurité	6,9	<i>Avancé</i>
<b>SOCIAL – NOTE GLOBALE</b>	<b>6,3</b>	<b><i>Avancé</i></b>

## 2.1 SOC1 – Conditions de travail et dialogue social



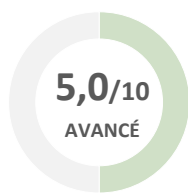
### Niveau de maturité *Avancé* sur Conditions de travail et dialogue social.

Dans un contexte d'hétérogénéité du corps social, Les Mousquetaires s'efforcent de proposer des conditions de travail respectueuses de ses collaborateurs, en cohérence avec leurs attentes principales et favorables à un équilibre entre vie professionnelle et personnelle. Une politique RH est en cours de finalisation afin de formaliser les pratiques existantes. Le dialogue social joue un rôle actif dans la définition des orientations internes, bien que certains engagements structurants restent à définir.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Une Direction RH est formellement identifiée, même si la fonction reste très décentralisée</b> : plus de 600 RH opèrent au sein des filiales, reflétant un modèle où chaque entité gère historiquement ses propres sujets sociaux.</p> <p><b>Engagement public en faveur de la liberté syndicale et de la négociation collective.</b> De multiples accords collectifs ont été négociés, avec une couverture par accord évaluée entre 75–100 % des salariés.</p> <p><b>Des accords sociaux structurants</b> : mutuelle, handicap et épargne salariale déjà en place au niveau Groupe. De nouveaux accords sont amenés à être négociés afin de compléter et renforcer ce socle social existant.</p> <p><b>Une politique salariale formalisée</b> est en vigueur depuis 2024 et fait l'objet d'une mise à jour annuelle. Elle précise les critères et les procédures encadrant les augmentations annuelles, différenciés selon les profils d'employés. Cette politique intègre notamment l'évolution des conditions du marché, afin de garantir l'équité interne et la compétitivité externe des rémunérations.</p> <p><b>Des dispositifs renforçant la protection sociale des salariés</b> : PEE, PER et régimes Santé/Prévoyance Groupe dépassant les obligations légales.</p> <p><b>Une enquête d'engagement déployée en 2025 dans tous les pays</b>, avec 70 % de participation.</p> <p><b>Des modalités flexibles (télétravail, horaires adaptés) existent pour les fonctions qui le permettent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Charte télétravail déclinée parmi les différentes entités</li> <li>▪ Possibilité offerte aux salariés éligibles jusqu'à 2 j. de télétravail par semaine.</li> </ul> <p><b>Soutien aux aidants et situations personnelles sensibles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Des dispositifs mis en place tels que le congé proche aidant, le don de congés ou le congé de solidarité</li> <li>▪ Un accord collectif sur le congé proche aidant est à l'étude au niveau Groupe.</li> </ul> <p><b>Des programmes d'aide à la transition destinés à faciliter le maintien dans l'emploi et la gestion des fins de carrière :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour les départs à la retraite, des formations sont dispensées durant les 6 mois précédant le départ</li> <li>▪ Un accord de branche <i>AgroMousquetaires</i> « Transition générationnelle » prévoyant des conditions de travail adaptées pour les seniors ainsi que des mesures d'accompagnement au départ à la retraite.</li> </ul>	<p><b>Turnover élevé</b> : un taux de rotation 2 à 4 points au-dessus du marché, créant un enjeu de rétention et de formation des collaborateurs.</p> <p><b>Consolidation des données sociales encore en construction</b> : des outils sont en cours de mise en place pour disposer d'un reporting social fiable et homogène à l'échelle du Groupement, en France dans un premier temps.</p>

## 2.2 SOC2 – Formation et développement des compétences



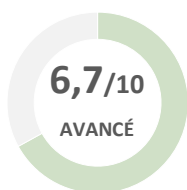
### Niveau de maturité *Avancé* sur Formation et développement des compétences,

Le Groupement présente une dynamique réelle et structurée en matière de formation, illustrée par un taux d'accès élevé, un volume d'heures conséquent, et une progression continue des entretiens annuels. Toutefois, le dispositif manque encore de structuration stratégique et d'harmonisation au niveau Groupe pour atteindre les meilleurs standards.

### Analyses:

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Plusieurs indicateurs-clés consolidés volontairement au niveau Groupe en matière de formation</b> : taux d'accès à la formation, nombre d'heures de formation par collaborateur, couverture des entretiens annuels.</p> <p><b>Part importante de salariés formés au moins une fois dans l'année</b> : le taux d'accès à la formation est élevé et stable : 72 % (2022), 69 % (2023), 73 % (2024).</p> <p><b>Volume d'heures de formation important et en rebond</b> : après une baisse en 2023, les heures de formation repartent à la hausse.</p> <p><b>Entretiens annuels structurés et en progression</b> : le taux de réalisation des entretiens annuels s'améliore nettement, de 63 % (2023) à 75 % (2025).</p> <p><b>Données publiées sur le nombre de stagiaires et d'alternants</b> : l'entreprise suit et communique en interne des données quantitatives sur les jeunes en formation.</p> <p><b>Promotion de la mobilité interne</b> : priorité donnée aux candidatures internes pendant deux semaines avant ouverture externe.</p>	<p><b>Absence de cibles quantitatives à l'échelle du Groupe en matière de formation</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Exemples : % de salariés formés, niveau de montée en compétences, taux de certification...</li> <li>Bien que certaines entités disposent d'objectifs (parfois intégrés dans l'intéressement).</li> </ul> <p><b>Hétérogénéité des pratiques de formation entre entités</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chaque entité fixe ses propres objectifs et plans de formation</li> <li>Reflète le modèle décentralisé et la multiplicité des métiers, mais entraîne une absence de standards communs, une difficulté à comparer les performances, une maturité variable selon les filiales.</li> </ul> <p>Des plans de formation qui se basent sur les besoins exprimés d'année en année par les collaborateurs et les besoins règlementaires, mais <b>sans véritable stratégie pluriannuelle sur le sujet</b>.</p>

## 2.3 SOC3 – Diversité & inclusion



### Niveau de maturité *Avancé* sur Diversité et inclusion,

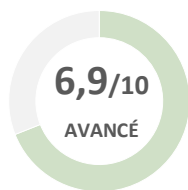
Le Groupement témoigne de bases solides en matière de diversité et d'inclusion, avec des engagements formalisés contre les discriminations, des accords d'égalité professionnelle et des actions de sensibilisation. La représentation des femmes managers est cohérente avec leur part dans les effectifs, et l'écart salarial reste inférieur aux moyennes nationale et européenne. L'inclusion du handicap constitue un atout majeur, soutenue par un accord collectif et des partenariats dédiés. Néanmoins, des progrès restent attendus pour renforcer la présence féminine dans les postes clés et homogénéiser les actions entre filiales.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Publication d'un engagement visant à éliminer la discrimination et à promouvoir l'égalité des chances.</b></p> <p><b>Engagement formalisé sur l'égalité de rémunération entre femmes et hommes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des accords en matière d'égalité professionnelle H/F dans plusieurs filiales</li> <li>Publication de l'index <i>Egapro</i>, en conformité avec les obligations réglementaires en matière d'égalité professionnelle.</li> </ul> <p><b>Des modules de sensibilisation aux enjeux de diversité proposés aux collaborateurs.</b></p> <p><b>Part de femmes managers équilibrée au regard de la proportion des femmes au sein des effectifs globaux : 38,7% de femmes managers pour 37,2% de femmes en 2024.</b></p> <p><b>Un écart de rémunération femmes-hommes inférieur à la moyenne française et européenne<sup>2</sup> (13%).</b></p> <p><b>Intégration de collaborateurs en situation de handicap :</b> le Groupement est au-dessus du seuil réglementaire français de 6%.</p> <p><b>Mesures pour l'embauche et la promotion des personnes en situation de handicap :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption d'un accord collectif sur le handicap sur le périmètre du Groupe</li> <li>Différents partenariats pour favoriser l'inclusion avec France Travail et des associations.</li> </ul> <p><b>Des accords intergénérationnels dans certaines filiales</b> en faveur de la protection de l'emploi des jeunes (-25 ans) et du personnel senior (+50 ans).</p>	<p><b>Un cadre défini pour promouvoir l'égalité des chances et la diversité dans certaines filiales, mais peu d'actions concrètes identifiées.</b></p> <p><b>Travail d'impulsion stratégique nécessaire pour renforcer la présence féminine dans les fonctions de management et aux postes de direction.</b></p> <p><b>Au sein de la catégorie cadres, un écart de rémunération femmes-hommes moyen de +5,7% subsiste en faveur des hommes.</b></p>

<sup>2</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Gender\\_pay\\_gap\\_statistics](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Gender_pay_gap_statistics)

## 2.4 SOC4 – Santé et sécurité



### Niveau de maturité *Avancé* sur Santé et sécurité.

Les Mousquetaires témoignent d'un dispositif système de management santé - sécurité structuré, fondé sur une analyse des risques par métier, des actions de prévention de l'usure professionnelle et un programme récurrent de communication et de formation, suivi d'indicateurs. Le suivi des performances est assuré de manière rigoureuse, incluant les effectifs intérimaires, avec des actions de remédiation mises en œuvre lorsque nécessaire. Les indicateurs relatifs à l'accidentologie sont pilotés par type d'activité, garantissant un suivi opérationnel adapté aux spécificités des métiers. Bien que ces données ne fassent pas l'objet d'une consolidation Groupe, un choix cohérent au regard de la diversité des activités, le pilotage par filiale demeure efficace.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Identification des risques santé-sécurité prioritaires</b> propres à chaque métier.</p> <p><b>Pilotage des enjeux santé-sécurité par les métiers :</b> le management SST est centré sur les typologies de métiers et leurs risques spécifiques.</p> <p><b>Communications et formations santé-sécurité régulières.</b></p> <p><b>Initiatives visant à prévenir l'usure professionnelle et les restrictions d'aptitude</b> afin de limiter l'apparition de nouvelles situations de handicap.</p> <p><b>Suivi régulier de la performance, y compris pour les effectifs intérimaires,</b> et actions de remédiation mises en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les indicateurs de performance en santé-sécurité sont bien suivis au niveau de chaque filiale, sans consolidation au niveau Groupe : un fonctionnement qui reste pertinent compte tenu de la diversité des activités. Les taux de fréquence, de gravité et d'absentéisme sont pilotés par type d'activité, permettant un suivi opérationnel précis et adapté aux spécificités de chaque métier.</li> <li>Une diminution du taux de fréquence concernant le personnel intérimaire est observée entre 2024 et 2025 (périmètre ITM LAI).</li> </ul>	<p>L'entreprise dispose d'une démarche formalisée en matière de prévention des accidents du travail. Toutefois, <b>aucun objectif opérationnel ou indicateur cible associé à cet engagement n'a été identifié.</b></p> <p><b>Absence de reporting public sur le sujet santé-sécurité :</b> les données santé-sécurité actuellement suivies ne font pas l'objet d'un reporting public. Rendre ces informations accessibles renforcerait la transparence et la crédibilité du Groupement auprès de ses parties prenantes (investisseurs, clients, partenaires).</p>

# 3. ENVIRONNEMENT

## ENVIRONNEMENT - SCORE GLOBAL



**Le niveau de maturité du pilier ENVIRONNEMENT est évalué au niveau *Modéré* (score 4,5/10),**

Les Mousquetaires présentent une approche environnementale assez structurée, soutenue par une stratégie climat ambitieuse, une couverture ISO 50001 étendue et des actions opérationnelles solides. Toutefois, plusieurs enjeux environnementaux restent peu documentés et l'absence d'indicateurs consolidés, de reporting et d'objectifs quantitatifs sur les pollutions, les déchets, l'eau ou la biodiversité freine encore la pleine maturité sur le pilier environnemental.

- Niveau de maturité *Modéré* sur Changement climatique (atténuation et adaptation),**  
 Les Mousquetaires ont défini une stratégie climat portée par des objectifs quantitatifs ambitieux sur les scopes 1, 2 et 3, un plan de transition aligné sur un scénario 1,5 °C et des responsabilités établies. Les actions engagées (déploiement photovoltaïque, IRVE, GTB, optimisation logistique) et la large couverture ISO 50001 témoignent d'une dynamique opérationnelle. Toutefois, plusieurs catégories d'émissions restent peu abordées et le reporting GES manque encore de granularité. La faible intégration du sujet de l'adaptation aux risques climatiques limite également la maturité globale sur cette thématique.
- Niveau de maturité *Modéré* sur Prévention et contrôle des pollutions,**  
 Le Groupement témoigne d'un engagement explicite de réduction des impacts sur l'air, l'eau et les sols, inscrit dans la cartographie des risques et le Plan de Vigilance. Le management environnemental est relativement bien ancré, avec des responsabilités définies au niveau Groupe et des audits réguliers au sein des sites. Toutefois, l'absence d'objectifs quantitatifs en matière de prévention des pollutions, la proportion limitée de sites certifiés ISO 14001 et le manque d'indicateurs consolidés ou de reporting limitent aujourd'hui la capacité de pilotage global de la performance sur ce sujet.
- Niveau de maturité *Avancé* sur Utilisation des ressources et économie circulaire,**  
 Le Groupement a structuré sa démarche d'économie circulaire autour d'engagements clairs et d'objectifs 2030 ambitieux, notamment la valorisation intégrale des déchets et la généralisation de l'éco-conception. La stratégie repose sur des dispositifs opérationnels matures. Le diagnostic des ressources critiques est également solide et appuyé par des travaux de cartographie et des comités d'experts. Toutefois, l'absence d'objectifs quantifiés sur la réduction des emballages et du gaspillage alimentaire, ainsi que le manque d'indicateurs consolidés sur les déchets et le recyclage, limite la capacité à mesurer pleinement la performance globale sur ce sujet.
- Niveau de maturité *Avancé* sur Biodiversité et écosystèmes (y compris gestion de l'eau),**  
 Le Groupement présente un diagnostic relativement solide de ses impacts et dépendances vis à vis des écosystèmes, couvrant les plastiques, les filières marines et aquacoles ainsi que les principales matières premières agricoles. Le sujet de l'eau est également structuré, intégré au Plan de Vigilance et au plan de résilience 2025-2030, avec plusieurs actions opérationnelles concrètes. Le dispositif est complété par une politique de protection de la biodiversité marine. Néanmoins, des progrès restent attendus, notamment en matière d'indicateurs consolidés et de reporting sur l'eau et la biodiversité.

## ENVIRONNEMENT - DÉTAIL DES SCORES PAR THÉMATIQUE

Thématiques	Note 2026	Niveau de maturité
ENV1 – Changement climatique (atténuation et adaptation)	3,6	<i>Modéré</i>
ENV2 – Prévention et contrôle des pollutions	2,5	<i>Modéré</i>
ENV3 – Utilisation des ressources et économie circulaire	5,3	<i>Avancé</i>
ENV4 – Biodiversité et écosystèmes (incluant gestion de l'eau)	5,8	<i>Avancé</i>
<b>ENVIRONNEMENT – NOTE GLOBALE</b>	<b>4,5</b>	<b><i>Modéré</i></b>

## 3.1 ENV1 – Changement climatique (atténuation et adaptation)



### Niveau de maturité **Modéré** sur Changement climatique (atténuation et adaptation).

Les Mousquetaires ont défini une stratégie climat portée par des objectifs quantitatifs ambitieux sur les scopes 1, 2 et 3, un plan de transition aligné sur un scénario 1,5 °C et des responsabilités établies. Les actions engagées (déploiement photovoltaïque, GTB, optimisation logistique) et la large couverture *ISO 50001* témoignent d'une dynamique opérationnelle. Toutefois, plusieurs catégories d'émissions restent peu abordées et le reporting GES manque encore de granularité. La faible intégration du sujet de l'adaptation aux risques climatiques limite également la maturité globale sur cette thématique.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Le Groupement s'est fixé des objectifs climatiques quantitatifs moyen-terme et long-terme :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 63% sur les scopes 1 et 2 et de 38% sur le scope 3 à échéance 2035</li> <li>Neutralité carbone à 2050.</li> </ul> <p><b>Des responsabilités dédiées sur les sujets énergie et climat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Côté énergie : un organigramme défini pour le pilotage du Système de Management de l'Energie et les certifications <i>ISO 50001</i></li> <li>Côté climat : la DQRSE coordonne le suivi de la trajectoire carbone <i>SBTi</i>, accompagne l'ensemble des structures dans leur plan d'actions et consolide le bilan carbone annuel.</li> </ul> <p><b>Un plan de transition climatique vérifié :</b> présenté au <i>SBTi</i> en juillet 2025 pour validation, avec un alignement sur un scénario à 1,5°C, il définit une feuille de route détaillée pour atteindre les cibles de 2030 et 2035.</p> <p><b>Des actions et plans d'investissements importants en matière de réduction de l'impact énergétique et climatique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déploiement du photovoltaïque, déploiement du pilotage de l'énergie centralisé (GTB), etc.</li> <li>Des plans de décarbonation travaillés et rédigés avec chaque entité amont concernée.</li> </ul> <p><b>80% des sites amont (unités de production, bases logistiques et sièges) certifiés ISO 50001</b> (système de management de l'énergie), avec pour objectif 100% de sites certifiés d'ici fin 2026.</p> <p><b>Un bilan carbone qui couvre l'ensemble des catégories d'émissions<sup>3</sup> pertinentes pour les secteur d'activités amont du Groupement :</b> émissions liées à la production des matières premières achetées (cat. 1), au transport des produits achetés (cat. 3), à la gestion des déchets issus des processus de production (cat. 4), au transport des produits entre les entrepôts et les points de vente (cat. 9), etc.</p>	<p><b>Pas de lien immédiat entre les modalités de rémunération des dirigeants et l'atteinte des objectifs climatiques quantitatifs du Groupe :</b> les objectifs RSE des cadres sont en cours de refonte.</p> <p><b>Un plan de transition qui présente encore des angles morts sur certaines catégories d'émissions prioritaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Carburants vendus (cat.11) : pas de leviers d'actions spécifiques identifiés</li> <li>Transport et distribution (cat. 4 et 9) : des tests en cours évoqués sur des camions électriques pilotes, mais pas d'objectifs chiffrés ni plan de bascule à l'échelle</li> <li>Produits (Cat. 1) : une dynamiques réelle (révision des recettes, végétalisation de l'offre, localisation accrue des origines, collecte des données carbone des produits<sup>6</sup>), mais pas d'objectifs chiffrés.</li> </ul> <p><b>Un reporting des émissions de GES dont le niveau de détail est encore limité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pas de différenciation du scope 2 <i>location-based / market-based</i> ou du scope 3 amont/aval</li> <li>Peu d'informations qualitatives autour de la collecte des données</li> <li>Un premier reporting ne permettant pas encore le calcul de tendances d'évolution sur les dernières années, ou la comparaison des performances avec les cibles.</li> </ul> <p><b>Des consommations d'énergie en hausse entre 2023 et 2024 :</b> l'intensité énergétique (consommations d'énergie -électricité + gaz- rapportées aux surfaces des sites amont) était de 375,74 kWh/m<sup>2</sup> en 2024, contre 362,80 kWh/m<sup>2</sup> en 2023, soit une hausse de 3,6% sur la période.</p>

<sup>3</sup> Catégories d'émissions au sens du GHG Protocol

<sup>6</sup> cf. aussi l'analyse du pilier « Parties Prenantes Externes », thématique « Enjeux sociétaux » du rapport, page 27.

**Des actions reportées pour mutualiser / optimiser les transports dans le secteur logistique**, au-delà de l'intérêt des bases logistiques régionales, qui préparent et livrent les marchandises pour les points de vente de leurs zones respectives :

- Optimisation du remplissage des véhicules et des distances parcourues pour les livraisons, outils de planification des tournées, limitation de la vitesse maximale des poids-lourds, etc.

**Des initiatives de sensibilisation d'une (petite) partie des collaborateurs sur les enjeux climatiques** : la Fresque du Climat a été déployée auprès des collaborateurs des sites de Tréville, Chatillon et Bofill.

**Reporting des émissions détaillant les scopes 1 à 3** (Rapport Développement Durable 2025, sur données 2023).

**Suivi d'un tableau de bord consolidé des consommations d'énergie GES** : bien que non communiqué publiquement, ce tableau consolide les données de consommations d'énergie de l'ensemble des sites amont.

**Une proportion d'énergies renouvelables (solaire via CPPA) en hausse dans le mix de consommation électrique des activités amont** : de 13,9% en 2023 à 17,8% en 2024.

**Des niveaux de consommations d'énergie finale relativement meilleurs que les données de benchmarks du secteur** :

- 900,48 kWh/m<sup>2</sup> sur les sites AgroMousquetaires :
  - dans la partie basse à médiane des valeurs observées dans les industries agroalimentaires "légères" (500–1 200 kWh/m<sup>2</sup>)<sup>4</sup>
  - nettement meilleure que les activités lourdes (laiteries, viandes, surgélation), qui dépassent régulièrement les 1 500 kWh/m<sup>2</sup> <sup>4</sup>.
- 21,36 kWh/m<sup>2</sup> sur les sites ITM LEMI (logistique non alimentaire), soit légèrement supérieur aux données du benchmark sur la catégorie du stockage non-chauffé (19 kWh/m<sup>2</sup>)<sup>5</sup>
- 127,57 kWh/m<sup>2</sup> sur ITM LAI (logistique alimentaire), en ligne avec le benchmark sur la catégorie du stockage en froid (127 kWh/m<sup>2</sup>)<sup>5</sup>
- 119,75 kWh/m<sup>2</sup> au siège et 198,65 kWh/m<sup>2</sup> sur les sites STIME (DSI interne du Groupement), soit respectivement inférieur et supérieur au benchmark sur la catégorie bureaux (126 kWh/m<sup>2</sup>)<sup>5</sup>.

**Pas de données collectées sur l'intensité carbone du parc de bâtiments sous gestion.**

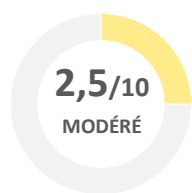
**Pas d'actions spécifiques reportées sur l'atténuation des émissions incorporées** (émissions liées à la fabrication des matériaux et à la construction des bâtiments), à minima sur les projets de construction neuve et de rénovation majeure des bâtiments.

**Pas d'analyse engagée en matière d'exposition aux risques climatiques physiques et/ou de transition** : si le sujet est conscientisé, prioritairement sur le sujet de l'eau (vulnérabilité aux risques hydriques, dépendances aux ressources en eau), la prise en compte systématique des risques climatiques dans les décisions d'investissements ou l'intégration des coûts d'adaptation dans la planification financière de long-terme des actifs existants ne sont pas encore effectives.

<sup>4</sup> Agreste – Graph'Agri 2025 – Consommation d'énergie dans les IAA (publication officielle 2024 - GraphAgri 2025

<sup>5</sup> Baromètre OID 2025 de la performance énergétique et environnementale des bâtiments : <https://www.taloen.fr/ressources>

## 3.2 ENV2 – Prévention et contrôle des pollutions



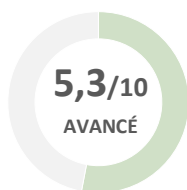
### Niveau de maturité *Modéré* sur Prévention et contrôle des pollutions,

Le Groupement témoigne d'un engagement explicite de réduction des impacts sur l'air, l'eau et les sols, inscrit dans la cartographie des risques et le Plan de Vigilance. Le management environnemental est relativement bien ancré, avec des responsabilités définies au niveau Groupe et des audits réguliers au sein des sites. Toutefois, l'absence d'objectifs quantitatifs en matière de prévention des pollutions, la proportion limitée de sites certifiés ISO 14001 et le manque d'indicateurs consolidés ou de reporting limitent aujourd'hui la capacité de pilotage global de la performance sur ce sujet.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Engagement explicite à prévenir et réduire les pollutions de l'air, de l'eau et des sols</b> : intégré dans la cartographie des risques et le Plan de Vigilance.</p> <p><b>Un management environnemental relativement bien ancré dans l'organisation</b> : définition de responsabilités au niveau Groupe et au sein des sites, déploiement d'audits QHSE, etc.</p>	<p><b>Pas d'objectif quantitatifs formalisés sur le thème de la prévention et du contrôle des pollutions.</b></p> <p><b>Une proportion limitée de sites certifiés ISO 14001</b> : 17 sites sur 112 (15%).</p> <p><b>Pas d'indicateurs de performance consolidés ni de reporting quantitatif sur les pollutions et nuisances liées à l'air, à l'eau ou aux sols.</b> Néanmoins, les données environnementales, a minima réglementaires, sont suivies au sein des unités de production.</p>

### 3.3 ENV3 – Utilisation des ressources et économie circulaire



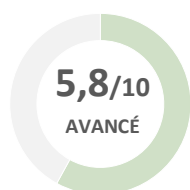
#### Niveau de maturité **Avancé** sur Utilisation des ressources et économie circulaire,

Le Groupement a structuré sa démarche d'économie circulaire autour d'engagements clairs et d'objectifs 2030 ambitieux, notamment la valorisation intégrale des déchets et la généralisation de l'éco-conception. La stratégie repose sur des dispositifs opérationnels matures. Le diagnostic des ressources critiques est également solide et appuyé par des travaux de cartographie et des comités d'experts. Toutefois, l'absence d'objectifs quantifiés sur la réduction des emballages et du gaspillage alimentaire, ainsi que le manque d'indicateurs consolidés sur les déchets et le recyclage, limite la capacité à mesurer pleinement la performance globale sur ce sujet.

#### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Un engagement clair en matière d'usage responsable des ressources et d'économie circulaire, intégrant réduction, réemploi et recyclage des déchets.</b> Parmi les objectifs 2030 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>100 % des déchets valorisables, collectés et recyclés sur tous les sites</li> <li>Intégrer la démarche d'éco-conception des emballages pour toutes les marques propres, toutes enseignes confondues.</li> </ul> <p><b>Une stratégie d'économie circulaire relativement avancée et opérationnelle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une structure interne dédiée au recyclage et à l'économie circulaire (la <i>SILV</i>)</li> <li>Démarche d'éco-conception engagée : 22 ACV réalisées en interne depuis 2023, programme <i>#Défi Emballage</i> depuis 2019, mise en place d'un boucle de recyclage en circuit fermé du plastique PET</li> <li>Logistique inversée et recycleries internes dans les entrepôts</li> <li>Pôle économie circulaire au sein de la Direction Qualité RSE depuis 2022</li> <li>Valorisation des co-produits via trois filiales dédiées (<i>Cornillé</i> pour la viande, <i>SAVE</i> pour les déchets organiques, <i>Estener</i> pour les graisses animales).</li> </ul> <p><b>Diagnostic réalisé couvrant les ressources critiques (notamment l'eau) et intégrant l'analyse des principaux maillons de la chaîne de valeur, incluant sites industriels et filières d'approvisionnement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stress hydrique identifié comme risque majeur</li> <li>Impacts sur la continuité industrielle et les filières amont</li> <li>Cartographie des matières premières sensibles</li> <li>Comités d'experts annuels sur les filières à risque (végétales, halieutiques, aquaculture, lait, filières animales).</li> </ul> <p><b>Nombreuses actions communiquées sur l'optimisation des emballages, sur une diversité de gammes de produits :</b> 870 références de produits améliorées en 2024 (mise en place d'un bouchon solidaire, intégration de plastique recyclé, réduction d'emballages, ...).</p> <p><b>Des données en cours de collecte et des indicateurs en cours de consolidation sur la lutte contre le gaspillage alimentaire,</b> dans le cadre de la contribution à un baromètre national du Périfem sur l'anti-gaspillage.</p>	<p><b>Pas d'objectif quantitatifs formalisés sur le thème de la réduction des emballages</b> (notamment plastiques).</p> <p><b>Pas d'indicateurs de performance consolidés ni de reporting quantitatif sur les volumes de déchets (dangereux/non-dangereux) ou le taux de recyclage :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Néanmoins, les données environnementales, a minima réglementaires, sont suivies au sein des unités de production.</li> </ul> <p><b>Pas d'objectifs quantitatifs formalisés sur l'intensité du gaspillage alimentaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le double objectif du plan anti-gaspillage -réduire le volume d'invendus total et flécher un maximum d'invendus vers des solutions d'écoulement- concerne uniquement l'aval (Intermarché et Netto) et reste d'ordre qualitatif.</li> </ul>

## 3.4 ENV4 – Biodiversité et écosystèmes (incluant gestion de l'eau)



### Niveau de maturité *Avancé* sur Biodiversité et écosystèmes,

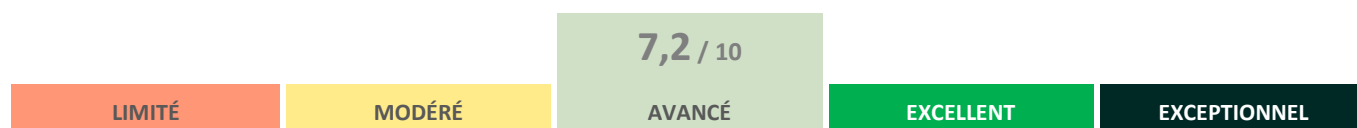
Le Groupement présente un diagnostic relativement solide de ses impacts et dépendances vis à vis des écosystèmes, couvrant les plastiques, les filières marines et aquacoles ainsi que les principales matières premières agricoles. Le sujet de l'eau est également structuré, intégré au Plan de Vigilance et au plan de résilience 2025-2030, avec plusieurs actions opérationnelles concrètes. Le dispositif est complété par une politique de protection de la biodiversité marine. Néanmoins, des progrès restent attendus, notamment en matière d'indicateurs consolidés et de reporting sur l'eau et la biodiversité.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Diagnostic relativement complet des impacts et dépendances du Groupe vis-à-vis des écosystèmes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Plastiques et pression sur les écosystèmes</li> <li>▪ Filières marines et aquacoles</li> <li>▪ Matières premières agricoles (soja, bœuf, palme, cacao, café, bois...).</li> </ul> <p><b>Approche structurée et multi-activités visant à réduire, recycler et réutiliser l'eau, intégrée au Plan de Vigilance et au plan de résilience eau 2025-2030 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Développement de la réutilisation des eaux usées traitées en sites industriels</li> <li>▪ Suivi renforcé, détection proactive des fuites</li> <li>▪ Intégration de critères de préservation de l'eau dans les cahiers des charges agricoles</li> <li>▪ Récupération et gestion des eaux pluviales</li> <li>▪ Optimisation arrosage/entretien des espaces verts.</li> </ul> <p><b>Stratégie relativement structurée de protection de la biodiversité marine, centrée sur la réduction des impacts de pêche et la préservation des espèces vulnérables :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Espèces sensibles : limitation du thon pêché avec des dispositifs de concentration de poissons (DCP), arrêt des espèces vulnérables (requins), vigilance sur les approvisionnements locaux.</li> <li>▪ Pêche durable : généralisation du maillage T90 et développement continu d'engins plus sélectifs.</li> </ul>	<p><b>Des indicateurs de performance et un reporting quantitatif à préciser sur les consommations d'eau :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les données publiées ne sont pas déclinées par activité et ne couvrent que la France.</li> </ul> <p><b>Pas d'indicateurs de performance consolidés ni de reporting quantitatif sur les sujets de biodiversité.</b></p>

## 4. PARTIES PRENANTES EXTERNES

### PARTIES PRENANTES EXTERNES - SCORE GLOBAL



Le niveau de maturité du pilier PARTIES PRENANTES EXTERNES est évalué au niveau *Avancé* (score 7,2/10),

Les Mousquetaires présentent une approche avancée en matière de protection des droits humains et des travailleurs dans la chaîne de valeur. Les initiatives sociétales locales témoignent également d'un engagement réel, malgré l'absence de mesure structurée des impacts. L'offre responsable, les partenariats caritatifs et un système qualité solide renforcent la contribution du Groupement envers ses parties prenantes externes, même si la consolidation de certains indicateurs demeure perfectible.

- **Niveau de maturité *Exceptionnel*** sur Travailleurs dans la chaîne de valeur et droits humains,  
Les Mousquetaires disposent d'un dispositif particulièrement avancé en matière de respect des droits humains et de protection des travailleurs dans la chaîne de valeur. L'engagement, aligné sur les standards internationaux, s'appuie sur un Plan de Vigilance complet, des audits sociaux réguliers dans les zones à risque et des mécanismes d'alerte accessibles aux travailleurs. La gestion des incidents et la remédiation apparaissent robustes. Malgré l'absence de consolidation de certains indicateurs d'accidentologie, l'ensemble constitue une démarche de diligence raisonnable très aboutie.
- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Communautés et territoires,  
Les Mousquetaires mènent de nombreuses initiatives locales à impact, portées par des partenariats de long terme (SNSM, sapeurs-pompiers, Institut Pasteur) et des actions de terrain récurrentes sur les sujets de la santé, du civisme et de l'engagement sociétal. Le soutien à l'entrepreneuriat et les programmes de dépistage, notamment en Pologne, témoignent d'une volonté de contribution concrète aux territoires. Toutefois, l'absence de politique formalisée et de mesure structurée des impacts sociaux ou territoriaux limite la cohérence et la lisibilité de la démarche.
- **Niveau de maturité *Excellent*** sur Enjeux sociétaux,  
Les Mousquetaires affichent une contribution solide aux enjeux de société, au travers d'un cadre d'actions structuré, combinant des partenariats caritatifs et un soutien à l'engagement des collaborateurs. L'implication dans des initiatives sectorielles et la valorisation d'une offre responsable renforcent cette dynamique, soutenue par des engagements clairs sur l'origine, la nutrition et le végétal. Malgré cette approche mature, l'absence d'indicateurs consolidés, notamment sur le Nutri-Score, demeurent des axes de progression pour pleinement structurer la performance sur ce sujet.
- **Niveau de maturité *Avancé*** sur Consommateurs et utilisateurs finaux,  
Les Mousquetaires disposent d'un dispositif robuste de prise en compte des attentes consommateurs, combinant remontées clients, tests réguliers et un système qualité largement certifié, soutenu par une gouvernance claire des retraits-rappels. Cette structuration solide garantit une maîtrise des risques liés à la sécurité et à la conformité des produits. Toutefois, l'absence de publication des enquêtes de satisfaction et d'un reporting détaillé sur les rappels produits limite encore la transparence globale.

### PARTIES PRENANTES EXTERNES – DÉTAIL DES SCORES PAR THÉMATIQUE

Thématiques	Note 2026	Niveau de maturité
PPE1 – Travailleurs dans la chaîne de valeur et droits humains	9,3	<i>Exceptionnel</i>
PPE2 – Communautés et territoires	5,0	<i>Avancé</i>
PPE3 – Enjeux sociétaux	7,8	<i>Excellent</i>
PPE4 – Consommateurs et utilisateurs finaux	7,0	<i>Avancé</i>
<b>PARTIES PRENANTES EXTERNES – NOTE GLOBALE</b>	<b>7,2</b>	<b><i>Avancé</i></b>

## 4.1 PPE1 – Travailleurs dans la chaîne de valeur et droits humains



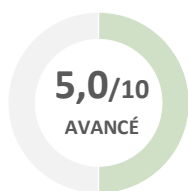
### Niveau de maturité *Exceptionnel* sur Travailleurs dans la chaîne de valeur et droits humains.

Les Mousquetaires disposent d'un dispositif particulièrement avancé en matière de respect des droits humains et de protection des travailleurs dans la chaîne de valeur. L'engagement, aligné sur les standards internationaux, s'appuie sur un Plan de Vigilance complet, des audits sociaux réguliers dans les zones à risque et des mécanismes d'alerte accessibles aux travailleurs. La gestion des incidents et la remédiation apparaissent robustes. Malgré l'absence de consolidation de certains indicateurs d'accidentologie, l'ensemble constitue une démarche de diligence raisonnable très aboutie.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Engagement formalisé en matière de respect des droits humains dans la chaîne de valeur, aligné sur les standards internationaux :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Couvrant à la fois les collaborateurs internes et les personnes externes</li> <li>▪ Le RDD 2025 étend explicitement cet engagement à l'ensemble de la chaîne de valeur, en particulier dans les zones à risque.</li> </ul> <p><b>Analyse de risques droits humains décrite de manière exhaustive dans le Plan de Vigilance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, et étendue aux activités logistiques comme aux matières premières</li> <li>▪ Les zones à risque font l'objet d'audits sociaux systématiques (Chine, Vietnam, Turquie, Bangladesh, Cambodge, Inde), appuyés sur les référentiels OIT, des audits inopinés et des sources externes telles que des ONG</li> <li>▪ Les risques critiques - travail forcé, travail des enfants, situations spécifiques (Oùighours, Corée du Nord) - sont identifiés et suivis.</li> </ul> <p><b>Publication d'un Plan de Vigilance complet, constituant un véritable dispositif de diligence raisonnable :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cartographie et analyse des filières à risque (produits/fournisseurs sensibles, actions de maîtrise associées)</li> <li>▪ Procédures et chartes « Filières Durables » formalisées.</li> </ul> <p><b>Un cadre exigeant pour les fournisseurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Assuré par la l'intégration systématique de codes de conduite aux contrats fournisseurs</li> <li>▪ Combinant des exigences santé-sécurité, le respect des conventions fondamentales de l'OIT et des garanties sociales essentielles.</li> </ul> <p><b>Mise à disposition de mécanismes d'alerte accessibles aux travailleurs de la chaîne de valeur et reconnus, permettant la remontée directe de préoccupations sociales.</b> Les dispositifs opérationnels <i>AMFORI / ULULA / Speak for Change</i> sont déployés dans plusieurs pays à risque.</p> <p><b>Processus de remédiation opérationnel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Incluant enquêtes internes, interaction avec les parties prenantes et suivi jusqu'à la clôture des cas</li> <li>▪ Taux de résolution complet en 2024.</li> </ul> <p><b>Publication d'un reporting à la fois quantitatif et qualitatif sur les incidents sociaux et droits humains, fondé sur le suivi annuel des alertes et l'examen de cas concrets.</b></p>	<p>Absence de consolidation d'indicateurs d'accidentologie dans les chaînes d'approvisionnement indirectes.</p>

## 4.2 PPE2 – Communautés et territoires



### Niveau de maturité *Avancé* sur Communautés et territoires,

Les Mousquetaires mènent de nombreuses initiatives locales à impact, portées par des partenariats de long terme (SNSM, sapeurs-pompiers, Institut Pasteur) et des actions de terrain récurrentes sur les sujets de la santé, du civisme et de l'engagement sociétal. Le soutien à l'entrepreneuriat et les programmes de dépistage, notamment en Pologne, témoignent d'une volonté de contribution concrète aux territoires. Toutefois, l'absence de politique formalisée et de mesure structurée des impacts sociaux ou territoriaux limite la cohérence et la lisibilité de la démarche.

### Analyses :

Points forts	Axe d'amélioration
<p><b>Un engagement sociétal ancré dans des partenariats et des actions locales à impact :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Partenariats durables renforçant santé, sécurité et civisme (<i>SNSM, pompiers, Institut Pasteur, ...</i>)</li><li>▪ Soutien concret à l'entrepreneuriat avec accompagnement et dotations significatives</li><li>▪ Programmes santé efficaces et récurrents, notamment en Pologne (dépistage).</li></ul>	<p><b>Absence d'une politique formalisée sur le sujet des relations avec les communautés ou les territoires.</b></p> <p><b>Pas d'étude spécifiquement réalisée permettant de qualifier les impacts sociaux, sociétaux et économiques ou l'ancrage territorial des activités, au-delà du modèle économique basé sur le local et du rôle des magasins dans l'emploi indirect.</b></p>

## 4.3 PPE3 – Enjeux sociétaux



### Niveau de maturité *Excellent* sur Enjeux sociétaux.

Les Mousquetaires affichent une contribution solide aux enjeux de société, au travers d'un cadre d'actions structuré, combinant des partenariats caritatifs et un soutien à l'engagement des collaborateurs. L'implication dans des initiatives sectorielles et la valorisation d'une offre responsable renforcent cette dynamique, soutenue par des engagements clairs sur l'origine, la nutrition et le végétal. Malgré cette approche mature, l'absence d'indicateurs consolidés, notamment sur le Nutri-Score, demeurent des axes de progression pour pleinement structurer la performance sur ce sujet.

### Analyses :

Points forts	Axes d'amélioration
<p><b>Programme structuré de dons et partenariats solidaires, reposant sur un cadre d'actions défini :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conventions nationales avec des associations caritatives (Banques Alimentaires, Restos du Cœur, Croix-Rouge...)</li> <li>▪ Opérations « produits-partage » organisées et récurrentes (11 en 2023)</li> <li>▪ Logistique, coordination et référents dédiés en magasins</li> <li>▪ Gouvernance non formalisée mais décisions partagées entre la Direction de la Communication et les métiers.</li> </ul> <p><b>Dispositif pleinement établi permettant aux collaborateurs de consacrer du temps rémunéré ou volontaire à des engagements solidaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 1 jour/an autorisé pour participer aux collectes des <i>Restos du Cœur</i></li> <li>▪ Jusqu'à 10 jours rémunérés pour les sapeurs-pompiers volontaires</li> <li>▪ Mentorat solidaire via le partenariat avec l'association <i>Nos Quartiers ont des Talents</i>.</li> </ul> <p><b>Participation étendue à des partenariats et initiatives sectorielles, notamment dans les démarches collectives en lien avec la RSE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Collaboration avec <i>Earthworm</i> pour l'analyse des risques socio-environnementaux</li> <li>▪ Comités techniques multi-acteurs pour orienter les plans de progrès sur les filières sensibles</li> <li>▪ Adhésion active à plusieurs organisations professionnelles (FCA, FMB, <i>Perifem</i>, <i>Institut du Commerce</i>, FCD, ...)</li> <li>▪ Implication dans des initiatives RSE telles que <i>PME+</i>.</li> </ul> <p><b>Communication commerciale active valorisant sobriété, origine, saisonnalité, avec des dispositifs dédiés en magasins et sur l'offre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promotion structurée de l'origine France (57 % des MDD hors frais) et label <i>Intermarché Terroirs</i></li> <li>▪ Mise en avant de la saisonnalité et retrait de produits hors saison</li> <li>▪ Programmes locaux visibles en magasin (<i>Producteurs d'ici</i>, <i>Les éleveurs vous disent MERCI !</i>)</li> <li>▪ Communications dédiées sur l'anti-gaspillage, la seconde main et les approvisionnements locaux.</li> </ul>	<p><b>Nutri-Score : des informations disponibles mais non consolidées</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Premier signataire de la charte <i>Nutri-Score</i> et créateur du <i>Franco-Score</i> en 2019</li> <li>▪ 4 500 références annoncées comme disposant du Nutri-Score, mais absence d'indicateur global sur la part relative dans le portefeuille de MDD.</li> </ul> <p><b>Un montant de dons limité : &lt; 0,5 % du bénéfice avant impôt.</b></p> <p><b>Un pourcentage global de références bio non communiqué.</b></p> <p><b>Pas d'objectif quantitatif spécifique permettant de mesurer les progrès sur l'amélioration nutritionnelle des produits.</b></p>

**Une offre bio significative** : 1 523 références, part de marché en hausse.

**Des certifications qualité structurées par filières** (*MSC, ASC, Fairtrade, FSC, PEFC*), avec objectifs 2030.

**Une forte présence de produits d'origine France :**

- Origine France élevée dans les rayons frais (75–100 % selon les catégories)
- 57 % des MDD hors frais d'origine France
- Extension prévue de la gamme *Intermarché Terroirs* (objectif : > 60 % des produits frais MDD).

**Un engagement depuis 2020 à bannir l'utilisation des OGM dans les MDD.**

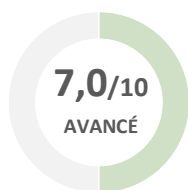
**Un engagement clair d'amélioration nutritionnelle des produits :**

- Reformulation de plus de 1 000 recettes (moins de sel, sucre, matières grasses ; + fibres)
- Retrait de 100–140 additifs controversés et listes d'ingrédients raccourcies.

**Engagement clair et chiffré vers une forte montée en puissance du végétal, avec des objectifs structurants à horizon 2030 :**

- Objectif : x4 le nombre de références végétales d'ici 2030 (70 références visées, dont 40 dès 2025).

## 4.4 PPE4 – Consommateurs et utilisateurs finaux



### Niveau de maturité *Avancé* sur Consommateurs et utilisateurs finaux

Les Mousquetaires disposent d'un dispositif robuste de prise en compte des attentes consommateurs, combinant remontées clients, tests réguliers et un système qualité largement certifié, soutenu par une gouvernance claire des retraits-rappels. Cette structuration solide garantit une maîtrise des risques liés à la sécurité et à la conformité des produits. Toutefois, l'absence de publication des enquêtes de satisfaction et d'un reporting détaillé sur les rappels produits limite encore la transparence globale.

### Analyses :

Points forts	Axe d'amélioration
<p><b>Une démarche d'écoute client via divers dispositifs internes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Suivi de la satisfaction client intégré aux indicateurs QHSE et aux tableaux de bord magasins</li><li>▪ Application interne regroupant des indicateurs de performance, dont la satisfaction client</li><li>▪ Existence d'un service consommateurs centralisé assurant la remontée et le traitement des réclamations.</li></ul> <p><b>Des dispositifs réguliers de tests consommateurs permettant d'enrichir les produits via des retours de terrain :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Clubs testeurs externes</li><li>▪ Évaluations complémentaires via une « brigade du goût » interne.</li></ul> <p><b>Un système qualité structuré couvre la majorité des sites de production via des certifications IFS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Certification IFS déployée sur presque tous les sites, conformément aux exigences internes (DQRSE / ITM AI)</li><li>▪ Quelques sites encore en transition (SCO, SVA Vitré) ou non certifiés à date (SBO, Vertumnus).</li></ul> <p><b>Procédure de retrait-rappel rigoureuse et centralisée, appliquée de manière systématique :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Pilotage exclusif par la Direction de la Qualité</li><li>▪ Traçabilité complète et gestion réactive des alertes</li><li>▪ 48 rappels fournisseurs et 5 à l'initiative du Groupement en 2024.</li></ul> <p><b>Politique formalisée de sécurité et de qualité produit</b>, soutenue par une Charte Qualité, des processus couvrant sécurité alimentaire, fraude, allergènes, performance produit et l'intégration de critères RSE.</p>	<p><b>Pas d'enquête de satisfaction clients menée de manière formelle</b>, ni de reporting sur ce sujet.</p> <p><b>Absence de reporting détaillé des rappels produits.</b></p>

# ANNEXE METHODOLOGIQUE

## 1. PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE LA MÉTHODOLOGIE

### Un cadre d'évaluation ESG basé sur la Directive CSRD et des analyses sectorielles de double matérialité

Le référentiel d'évaluation *Sustainability Solicited Rating* appliqué par Ethifinance est élaboré en conformité avec les normes de reporting intersectorielles de la Directive Européenne CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*)<sup>7 8</sup>. La méthodologie appliquée embrasse également le principe de double matérialité introduit par la Directive. Les analyses de double matérialité sectorielles propres à Ethifinance sont utilisées à la fois pour attribuer des pondérations aux thématiques ESG évaluées dans le référentiel, et à sélectionner des indicateurs sectoriels spécifiques à l'entité évaluée. L'objectif est *in fine* d'aboutir à une évaluation plus granulaire et représentative.

### Indicateurs intersectoriels / Indicateurs sectoriels

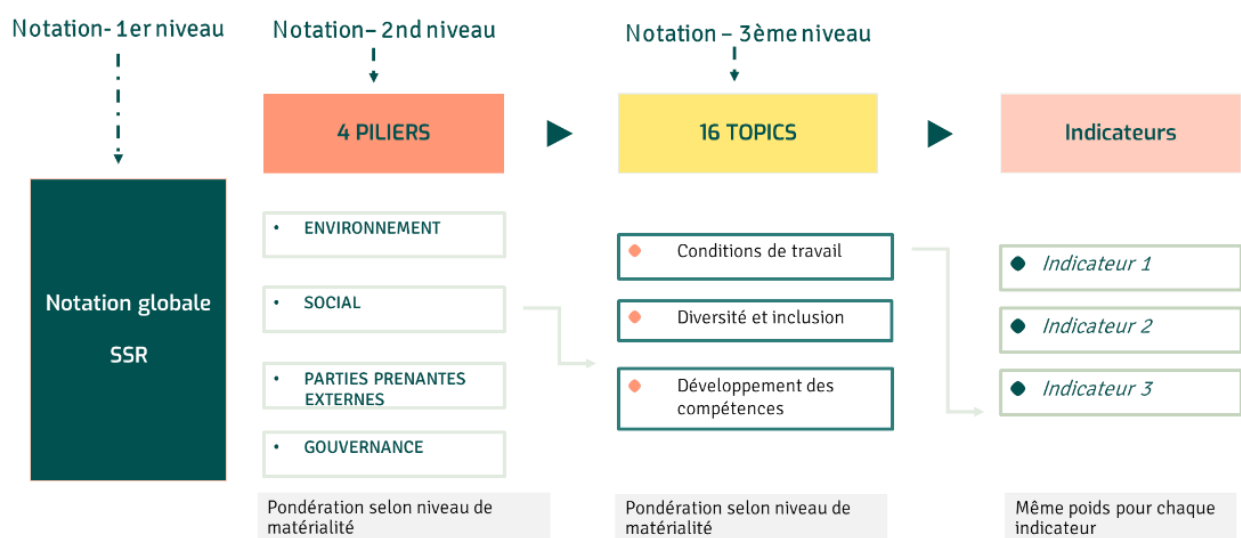
Le référentiel d'évaluation *Sustainability Solicited Rating* appliqué par Ethifinance est composé d'environ 150 indicateurs transversaux et d'environ 10 à 20 indicateurs spécifiques à chaque secteur évalué (indicateurs sectoriels). Ces indicateurs couvrent plusieurs dimensions, ce sur les 4 piliers et les 16 thématiques ESG évaluées dans le référentiel :

- Indicateurs de transparence : niveau de formalisation et d'engagement des stratégies/politiques/plans d'actions/mesures mises en œuvre par l'entité évaluée ;
- Indicateurs de performance : résultats chiffrés assortis de leur progression ; performances dans le temps ;
- Indicateurs comparatifs : par rapport à des seuils réglementaires, des standards nationaux/internationaux, les meilleures pratiques observées des bonnes pratiques sectorielles, etc.

Les piliers Gouvernance et RH/Social sont principalement basés sur des indicateurs intersectoriels, tandis que les piliers Environnement et Parties Prenantes Externes font davantage appel à des indicateurs sectoriels.

### Modèle de notation

Sur la base de son cadre général (piliers / thèmes / indicateurs) et de la pondération des thèmes résultant de l'analyse de double matérialité décrite ci-dessus, Ethifinance applique un modèle de notation qui aboutit à une première série de notes de durabilité (notes des piliers et note globale ESG). Chaque indicateur se voit attribuer une note en fonction de la performance de l'entité évaluée. La moyenne simple des indicateurs relatifs à une même thématique est ensuite calculée pour obtenir la note de cette thématique. La note de chaque pilier résulte ensuite de la moyenne pondérée des notes des thématiques du pilier (pondérations selon les analyses de double matérialité). Enfin, le score global est la moyenne pondérée des scores des 4 piliers.



<sup>7</sup> Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) - Directive UE 2022/2464 modifiant la Directive 2013/34/UE

<sup>8</sup> European Sustainability Reporting Standards (ESRS) - <https://www.efrag.org/en/sustainability-reporting>

## Matérialité des thématiques ESG évaluées et pondérations

PILIER	THÉMATIQUE	NIVEAU DE MATÉRIALITÉ
GOUVERNANCE	Gouvernance et culture d'entreprise	MOYEN
	Conduite des affaires	MOYEN
	Sécurité numérique	MOYEN
	Gestion des relations avec les fournisseurs	FORT
SOCIAL	Conditions de travail et dialogue social	FORT
	Formation et développement des compétences	MOYEN
	Diversité et inclusion	MOYEN
	Santé et sécurité	FORT
ENVIRONNEMENT	Changement climatique (atténuation & adaptation)	FORT
	Prévention et contrôle des pollutions	MOYEN
	Utilisation des ressources et économie circulaire	FORT
	Biodiversité et écosystèmes (incluant la gestion de l'eau)	FORT
PARTIES PRENANTES EXTERNES	Travailleurs dans la chaîne de valeur et droits humains	FORT
	Communautés et territoires	FORT
	Enjeux sociétaux	MOYEN
	Consommateurs et utilisateurs finaux	FORT

### Facteurs modificatifs additionnels de la notation

Pour compléter la notation et présenter une image complète de la performance de l'entité évaluée, Ethifinance prend en compte deux aspects supplémentaires qui peuvent avoir un impact sur la note globale finale :

**Controverses ESG** : tous les événements qui ont un impact négatif sur la performance des entités notées en matière de développement durable se traduisent par une pénalité / un malus qui entraîne une baisse de la note globale.

La raison de cette rétrogradation tient au fait que les controverses représentent un « examen de réalité » qui permet de vérifier si les politiques de développement durable et la gestion sont suffisantes pour empêcher l'entreprise de se comporter de manière négative.

**Portefeuille de produits et services** : analyser le modèle commercial d'une entreprise à travers les produits et les services qu'elle propose sur le marché au regard de leur contribution positive. Lorsque l'entreprise propose des produits et services dont l'impact est positif, un bonus est appliqué à la note globale de durabilité.

### Résultats de la notation

Les scores d'Ethifinance reposent sur une échelle quantitative de 1 à 10 (de la plus mauvaise à la meilleure performance). Cette échelle est associée aux critères de performance ESG suivants :

Niveaux de performance ESG	Notations associées	Description
<i>Limité</i>	[0 – 2,5[	L'entité évaluée initie tout juste sa démarche ESG
<i>Modéré</i>	[2,5 – 5[	Les premiers jalons sont posés, mais ils n'ont pas encore été pleinement mis en œuvre
<i>Avancé</i>	[5 – 7,5[	Bonne gestion des enjeux majeurs et mise en œuvre de mesures opérationnelles
<i>Excellent</i>	[7,5 – 9[	Les politiques sont bien définies et déployées de manière opérationnelle avec des résultats positifs tangibles
<i>Exceptionnel</i>	[9-10]	L'entreprise compte parmi les leaders de son secteur d'activité en matière de durabilité.

## Commentaires qualitatifs

L'évaluation *Sustainability Solicited Rating* Ethifinance propose des analyses qualitatives en plus de notations quantitatives.

Pour chacun des 4 piliers du référentiel, ces analyses qualitatives fournissent :

- Des éléments de contexte (spécificités régionales, contexte de marché, nouvelles réglementations...).
- Des éléments sur les spécificités de l'entité (statut ou organisation particuliers, changements récents, repositionnement stratégique...).
- Des éléments sur la manière dont les politiques de développement durable définies sont effectivement adoptées au sein de l'entreprise et ont un impact concret sur les processus ou l'offre de produits de l'entreprise.

Ces éléments proviennent de deux sources complémentaires :

- Une revue des informations publiques et internes proposés par l'entreprise évaluée.
- A minima une interview pour chacun des 4 grands piliers.

**N.B. : Ces commentaires qualitatifs, reconnaissables sous les indicateurs qui leur sont associés (en gras), n'ont pas d'incidence sur la note attribuée, mais fournissent à l'entité notée et à ses parties prenantes des explications complémentaires**

## Processus d'évaluation

Le processus d'évaluation *Sustainability Solicited Rating* appliqué par Ethifinance est le suivant. Un document plus détaillé sur le processus est disponible séparément sur demande.

- 1. Préparation des outils d'évaluation spécifiques** : préparation du référentiel d'évaluation intégrant les indicateurs intersectoriels et ceux propres au secteur d'activité de l'entreprise (indicateurs sectoriels) ; calcul des pondérations appliquées aux thématiques ESG évaluées, en accord avec les analyses de double matérialité sectorielles propres à Ethifinance ;
- 2. Réunion de lancement** de la mission ;
- 3. Analyse du portefeuille de produits/services** l'entité évaluée (et calcul de l'éventuel bonus associé) ; **Analyse des éventuelles controverses** portant sur les activités de l'entité évaluée (et calcul de l'éventuel malus associé) ;
- 4. Pré-saisie des réponses aux indicateurs du référentiel d'évaluation par les analystes Ethifinance**, sur la base des documents publics et des documents internes fournis par l'entité évaluée.
- 5. Envoi d'un questionnaire aux équipes de l'entité évaluée**, analyse des réponses par les analystes Ethifinance et **mise à jour du référentiel d'évaluation** en conséquence ;
- 6. Interviews qualitatives avec une sélection de cadres/dirigeants** de l'entité évaluée ;
- 7. Rédaction et préparation du rapport d'évaluation dans sa version provisoire** ;
- 8. Comité d'Approbaton Ethifinance** : validation des résultats du rapport d'évaluation dans sa version provisoire, par un comité composé de cadres référents n'ayant pas participé à la notation ;
- 9. Finalisation du rapport provisoire et livraison au client** ;
- 10. Réunion d'échange avec le Comité de pilotage** de l'entité évaluée, sur la base du rapport provisoire ;
- 11. Livraison au client de la version finale du rapport d'évaluation.**

## 2. SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES

Afin de couvrir l'ensemble du référentiel d'évaluation, deux types de sources d'information sont utilisées :

- Une base documentaire, constituée de documents publiquement disponibles et de documents non publics demandés par Ethifinance à l'entité évaluée
- Des entretiens ciblés avec des cadres référents portant sur chacun des 4 piliers.

Pour l'analyse des controverses, des recherches approfondies par mots-clés sont effectuées.

### Principaux documents pris en compte

Dans le cadre de son analyse, Ethifinance a pu consulter, à sa demande, de nombreux documents parmi lesquels :

- Rapports annuels
- Rapports RSE
- Code Éthique
- Mécanisme d'alerte
- Politiques achats responsables
- Politiques formation
- DUERP
- Accords d'entreprise
- Comptes-rendus de CSE
- Bilan Carbone
- Démarche client
- etc.

### Entretiens réalisés

Personnes interviewées	Pilier(s) abordés	Analystes associés
Arnaud DE LIGNIVILLE, Directeur des Financements et Trésorerie Valérie STEVENIN, Responsable Financements Romain RUETTE, Alternant Chargé de financement	<b>GOUVERNANCE</b>	Chrystelle DUCLOVEL
Olivier TOUZÉ, Directeur Qualité et Développement Durable Valérie STEVENIN, Responsable Financements Romain RUETTE, Alternant Chargé de financement	<b>ENVIRONNEMENT et PARTIES PRENANTES EXTERNES</b>	Vincent HOCHART
Patricia CADOUX, Directrice des Ressources Humaines Valérie STEVENIN, Responsable Financements Romain RUETTE, Alternant Chargé de financement	<b>SOCIAL - RH</b>	Chrystelle DUCLOVEL

# Contact



EthiFinance SAS  
📍 153 boulevard Haussmann  
75008, Paris

✉ [contact@ethifinance.com](mailto:contact@ethifinance.com)  
🌐 [www.ethifinance.com](http://www.ethifinance.com)

**Jill KUO**

*Regional Head – Solicited Products Production*  
[jill.kuo@ethifinance.com](mailto:jill.kuo@ethifinance.com)

**Vincent HOCHART**

*Product Lead Solicited Sustainability Rating*  
*Senior ESG Analyst*  
[vincent.hochart@ethifinance.com](mailto:vincent.hochart@ethifinance.com)

**Chrystelle DUCLOVEL**

*Senior ESG Analyst*  
[chrystelle.duclovel@ethifinance.com](mailto:chrystelle.duclovel@ethifinance.com)